



Publication de la LIT-QI - Nouvelle époque - n° 157

Mars 2010

Face à la mort d'Orlando Zapata Tamayo et les libertés à Cuba

La mort du prisonnier cubain Orlando Zapata Tamayo, après une longue grève de la faim, a provoqué une vaste polémique internationale. En fait, les circonstances du cas et sa répercussion internationale ont mis le doigt sur la façon de procéder du gouvernement cubain et sur la question, pour les organisations de gauche, de l'attitude à prendre en pareille circonstance. Beaucoup plus profondément, le débat nous mène à la question de ce qu'est actuellement l'Etat cubain, comme contexte général dans lequel il faut analyser le cas et prendre position.

Qui était Orlando Zapata Tamayo ?

La majorité des organisations de gauche se sont engagées dans une défense à outrance du gouvernement cubain dénonçant la répercussion médiatique de l'événement comme une nouvelle campagne impérialiste contre ce qu'ils considèrent comme « le dernier bastion du socialisme ».

Le premier argument en ce sens est qu'il ne s'agissait pas d'un « prisonnier politique » mais d'un délinquant antisocial marginal, qui a profité de sa condition de prisonnier pour se présenter comme « dissident » et a commencé à être utilisé par les médias impérialistes. Mais cette accusation falsifie la réalité de façon grossière. C'est pourquoi, il est nécessaire de voir comment fonctionne le système pénal cubain et qui était réellement Orlando Zapata. En effet, c'est à partir de cette question que l'on peut commencer à comprendre la réalité de ce qui est arrivé.

Les organes officiels de Cuba, et ceux qui soutiennent leur politique, essaient de présenter Zapata Tamayo comme un « prisonnier de droit commun », en alléguant qu'il a été arrêté plusieurs fois durant les années 90, accusé d'infractions telles qu'« escroquerie », « désordre public » et « agressions ». C'est sur la base de cette fiche judiciaire et policière que les organes du Parti Communiste cubain le caractérisent comme « délinquant ».

Le système judiciaire cubain est complètement vicié, pour les raisons que nous verrons plus loin. Mais supposons que Zapata Tamayo ait commis ces infractions pour lesquelles il a été arrêté dans les années 90. Ces mêmes organes officiels « oublient » toutefois le fait qu'en décembre 2002, il a été arrêté, non pour une quelconque de ces infractions, mais pour être devenu un adversaire du régime. *Granma*, le journal officiel du Parti Communiste cubain, dit qu'il a été libéré sous caution le 9 mars le 2003 et que, toujours selon ce quotidien, « il aurait récidivé le 20 du même mois ». Quelle est la raison de cette dernière détention ? Que signifie pour *Granma* « récidiver » ?

Un prisonnier de conscience

La dernière détention a eu lieu parce que, avec d'autres personnes, il faisait une grève de la faim dans une maison, grève organisée par l'Assemblée pour Promouvoir la Société Civile. Par la suite, il est jugé et condamné pour « insolence, désordre public et désobéissance envers l'Etat », ce qui lui vaut une longue peine. Depuis lors, il a réalisé diverses protestations pour exiger sa liberté (et, en passant, de meilleures conditions de détention), qui ont abouti à la grève de la faim qui a mené à sa mort.

La Commission Cubaine des Droits de l'Homme et de Réconciliation Nationale (CCDHRN), dirigée par l'avocat et dissident politique Elizardo Sánchez, le revendiquait comme prisonnier politique, et depuis 2004, Amnesty International le reconnaissait comme « prisonnier de conscience » (c'est-à-dire, pour ses convictions et non pour des infractions communes), exigeant sa liberté.

Il est très probable qu'Orlando Zapata (ou l'organisation à laquelle il était lié) ait des positions pro-capitalistes. Nous ne revendiquons en rien ses positions politiques ni ses idées. Toutefois, il n'a pas été arrêté parce qu'il était pour la restauration du capitalisme, mais parce qu'il réclamait des libertés démocratiques dans le pays. La confrontation réelle qui a eu lieu entre lui et le gouvernement cubain, confrontation qui l'a mené à la mort, a été que le régime politique n'accepte pas qu'on entreprenne des activités contre lui.

Il faut se demander ce qui c'est passé à Cuba au cours des dernières décennies, pour qu'un travailleur spécialisé, comme l'était Orlando Zapata dans les années 80, soit condamné à de longues années de prison, uniquement parce qu'il protestait contre le régime. Deuxièmement, il faut se demander pourquoi le gouvernement cubain a préféré le laisser mourir, plutôt que de faire une concession quelconque à un prisonnier de conscience, afin qu'il ne serve pas de « mauvais exemple ».

Une attitude qui indigné

Les circonstances de sa mort, et l'attitude du gouvernement de Raúl Castro consistant à nier toute responsabilité, indigné ceux qui ont combattu et combattent contre les persécutions des militants de gauche et qui, dans les prisons des dictatures ou des pays impérialistes, ont dû souvent recourir à ce type de mesures.

Les indignent aussi, les déclarations de Lula, président du Brésil, qui s'est mis à défendre la répression de l'Etat cubain et a attaqué ceux qui font la grève de faim, en les comparant avec des « bandits brésiliens ». Lula « oublie » l'expérience elle-même de la

lutte du peuple brésilien contre la dictature militaire et les nombreuses occasions dans lesquelles, à cette époque, les prisonniers politiques ont utilisé ce même outil, y compris quand c'était lui qui était en prison.

C'est d'autant plus grave alors qu'actuellement, l'impérialisme et les gouvernements capitalistes utilisent les accusations de « criminels » ou de « bandits » contre les luttes sociales, comme les occupations de terre, et attaquent les militants ouvriers, paysans ou indigènes qui combattent contre la grande propriété et le pillage des entreprises multinationales. En s'identifiant avec ces définitions à Cuba, Lula fait un joli cadeau à la droite : la possibilité de les utiliser dans le reste des pays du monde.

La révolution cubaine et la restauration

Il est impossible de comprendre la mort d'Orlando Zapata Tamayo sans la placer dans le cadre d'un processus économique et social beaucoup plus profond : la restauration du capitalisme qui a eu lieu à Cuba entre la fin des années 80 et à la moitié des années 90, mise en oeuvre par le régime du Parti Communiste.

Le processus ouvert avec la révolution de 1959, c'est-à-dire l'expropriation des entreprises de l'impérialisme étasunien et de la bourgeoisie cubaine, tout comme le début d'une économie avec planification centrale, ont fait de Cuba le premier Etat ouvrier du continent latino-américain. La révolution a donné lieu à des avancées immenses dans des secteurs comme l'éducation et la santé et dans l'amélioration générale du niveau de vie de la population. Aussi la pauvreté extrême et la misère ont été éliminées.

Cuba s'est transformé en un symbole de ce que pouvait faire une révolution socialiste, et les dirigeants du processus, Fidel Castro et Che Guevara, ont acquis un immense prestige. Ils sont devenus une référence politique pour des millions de combattants et de révolutionnaires du monde. Toutefois, depuis le tout début de la révolution, la direction castriste s'est constituée comme une bureaucratie dirigeante qui, quelques années plus tard, serait intégrée à l'appareil stalinien mondial, centralisé à partir de la caste dirigeante de ce qu'était l'URSS.

Cette situation politique s'est manifestée dans l'appui de Fidel Castro à l'invasion de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie, en 1968, ou dans son orientation pour le Front Sandiniste de Libération Nationale, en 1979, après que ce dernier avait renversé la dictature de Somoza, de ne pas faire du Nicaragua « un nouveau Cuba » (c'est-à-dire, de ne pas avancer vers la révolution socialiste). A l'intérieur de Cuba, Fidel Castro a empêché l'exercice de la démocratie ouvrière et a poursuivi non seulement les agents des « gusanos » de Miami mais aussi ses adversaires de gauche.

A fin des années 80 et au début des 90, la restauration capitaliste dans l'Est européen et la chute de l'URSS ont signifié un coup dur pour l'économie cubaine, centrée sur l'exportation de sucre et son échange pour du pétrole et de la technologie avec ces pays. Dans ce contexte, la direction castriste a commencé à développer une politique de restauration capitaliste et de démantèlement des bases de l'Etat ouvrier. Les piliers fondamentaux d'une économie planifiée (le plan central gouvernemental et le monopole du commerce extérieur) n'existent déjà plus et l'économie cubaine fonctionne selon les lois capitalistes du marché.

La restauration a signifié la perte ou la détérioration extrême de la majorité des conquêtes de la révolution et le retour des fléaux qui avaient été éliminés ou réduit au minimum, comme le chômage, la prostitution, la marginalité, la consommation de drogues et la délinquance (des faits reconnus, y compris par la direction cubaine elle-même). Le gouvernement de Raúl Castro continue à attaquer l'une après l'autre les conquêtes qui restaient : les salles à manger populaires, le livret de rationnement, et il réduit les budgets de santé et d'éducation. Les salaires des secteurs ouvriers de base sont misérables, et il n'y a pas de droit de grève ni d'organisation sous une forme indépendante de l'Etat.

Tout comme en Chine, les capitaux étrangers cherchent à profiter des salaires extrêmement bas et des conditions propices pour l'accumulation de capital, afin d'enregistrer des profits extraordinaires : les investissements impérialistes de l'Europe et du Canada y croissent, de même que ceux de certains secteurs bourgeois du Brésil.

Une dictature capitaliste

Contrairement à ce qui s'est passé dans l'ancienne URSS ou dans les Etats de l'Est de l'Europe, où les responsables du processus de restauration capitaliste (les régimes et les partis staliniens) ont par la suite été renversés par les masses, le processus cubain a suivi le « modèle chinois ». C'est-à-dire, les masses ne sont pas parvenues à renverser les régimes de parti des Partis Communistes, et ces derniers continuent à la tête de l'Etat, maintenant capitaliste (même s'ils continuent à parler de « socialisme » et d'en utiliser les symboles).

La majorité de la gauche a déjà commencé à reconnaître ce qui s'est passé en Chine, mais refuse de faire la même chose avec Cuba, qu'elle revendique comme « le dernier bastion du socialisme ». Il est vrai que la permanence de la direction des frères Castro, la même direction que celle qui a dirigé la révolution, peut mener à confusion. Il est vrai aussi que la reconnaissance de la restauration et de la réalité cubaine actuelle s'avère pénible pour ceux qui, comme nous, ont vu dans la révolution cubaine un grand espoir. Mais ceci ne peut jamais justifier la négation de la réalité et, moins encore, une politique totalement erronée sur la base de cette négation.

La réalité nous indique qu'aujourd'hui, à Cuba, il y a une combinaison désastreuse pour les travailleurs. D'une part, il y a un système économique capitaliste d'exploitation, le retour aux pires fléaux, et une recolonisation de l'île réalisée par les impérialismes européen et canadien. D'autre part, il y a un régime dictatorial et antidémocratique, devenu partenaire, promoteur et défenseur de la restauration capitaliste et de ses conséquences. En ce sens, le régime cubain est semblable au chinois : les mêmes personnages qui défendaient auparavant leurs privilèges comme bureaucratie, défendent maintenant à tout prix les nouveaux capitalistes et leurs affaires.

C'est une dictature qui empêche la liberté d'expression et réprime tout courant politique qui n'est pas d'accord avec sa ligne (quelle que soit sa position), une dictature qui, selon le rapport de la Commission Cubaine des Droits de l'Homme et de la Réconciliation Nationale (CCDHRN, liée à l'opposition), maintient non moins de 200 prisonniers politiques. Amnesty International, pour sa part, reconnaissait 58 prisonniers politiques en 2008. Qui plus est, à Cuba, il n'y a pas de processus judiciaire public, les auditions

sont à huis clos, et on peut persécuter de manière implacable des travailleurs comme Orlando et les condamner à 30 ans pour le « crime » d'« insolence envers l'autorité ».

C'est une dictature qui craint comme la peste la liberté de manifestation : l'enterrement lui-même d'Orlando a fait l'objet d'un encerclement policier dans la petite ville de Banes, sans aucun respect pour la douleur des amis et de la famille, afin d'éviter qu'il ne se transforme en un événement politique. Il y a eu plus de 60 détentions dans tout le pays pour éviter que les militants les plus proches de lui soient présents.

Il y a d'autres militants d'opposition qui combattent pour la liberté des prisonniers politiques : un dissident, le journaliste Guillermo Fariñas, est entré en grève de la faim chez lui, pour dénoncer la mort d'Orlando et pour la libération d'autres prisonniers. Encore une fois, la réponse du régime a été de dire qu'il n'assumait aucune responsabilité pour son éventuel décès et de l'accuser d'être un « agent des Etats-Unis ».

Un programme de libertés démocratiques

A l'époque où Cuba était un Etat ouvrier bureaucratique, il y avait déjà un débat intense sur ce pays dans la gauche. Pour la majorité des organisations, la défense de la révolution impliquait aussi l'appui inconditionnel à la direction castriste et son régime. Pour le courant qui constitue aujourd'hui la LIT-QI, il était nécessaire pour défendre ces conquêtes (tout comme en ex-URSS ou en Chine), de faire une révolution politique qui renverse la bureaucratie et impose un véritable régime de démocratie ouvrière. Car si le régime de la bureaucratie castriste restait en place, il finirait par restaurer le capitalisme. C'est ce qui s'est passé.

A ce moment-là, nous ne défendions pas les libertés pour les bourgeois ou les petit-bourgeois qui cherchaient à restaurer le capitalisme. Nous exigeons la démocratie ouvrière mais nous n'étions pas pour donner des libertés aux fractions politiques qui voulaient le retour de l'impérialisme ou qui conspiraient pour renverser l'Etat ouvrier, comme les « gusanos » de Miami.

Mais la réalité a changé : Cuba n'est plus un Etat ouvrier avec un régime bureaucratique, mais un Etat capitaliste régi par une dictature. Aujourd'hui, le centre de notre programme de revendications pour Cuba est la lutte frontale contre la dictature et pour les libertés démocratiques (syndicales, civiles et politiques) les plus vastes.

Tout révolutionnaire qui combat contre le capitalisme et pour le pouvoir pour la classe ouvrière sait qu'il faut différencier les différents régimes d'un Etat capitaliste, comme, par exemple, une dictature bourgeoise d'un régime démocratique-bourgeois. Face aux dictatures bourgeoises, nous combattons pour les libertés pour différents secteurs sociaux.

Par exemple, en Argentine, en 1976-1982, ou au Brésil, en 1964-1984, il y avait des secteurs bourgeois qui s'opposaient aux régimes dictatoriaux. En ces moments, tout militant de gauche s'opposait à ce que ces secteurs soient réprimés par les dictatures. Dans ces situations, nous combattons pour les plus amples libertés démocratiques pour tous les courants d'opposition, y compris bourgeois, pour permettre que le peuple s'organise et se mobilise contre ces régimes.

Cela ne signifiait pas du tout un compromis avec ces courants bourgeois ou pro-impérialistes, comme le radicalisme argentin ou le MDB brésilien, des courants que nous combattons politiquement. Dans ces cas, comme révolutionnaires, nous appelons à une vaste unité d'action, même avec ces secteurs bourgeois, pour combattre les dictatures, mais nous maintenons l'indépendance de classe la plus absolue et nous construisons une alternative qui s'oriente vers le pouvoir ouvrier et la démocratie ouvrière. Cette unité d'action répond au fait que la classe ouvrière a besoin des plus vastes libertés démocratiques pour avancer dans son organisation.

Dans le cas actuel de Cuba, nous nous trouvons face à une situation semblable, au-delà des apparences et des discours. Comme révolutionnaires, nous devons combattre pour obtenir les libertés démocratiques qui facilitent l'organisation des travailleurs et la lutte pour faire la révolution socialiste (ou peut-être devions-nous dire, dans le cas cubain, « pour refaire »). Pour cela, nous revendiquons aussi de vastes libertés démocratiques, y compris pour les adversaires bourgeois et petit-bourgeois, et nous rejetons la répression contre les dissidents politiques, comme nous le ferions face à tout régime dictatorial bourgeois latino-américain.

C'est pourquoi, notre position dans le cas d'Orlando Zapata Tamayo est que, indépendamment des positions pro-bourgeoises qu'il ait probablement eu, nous devons revendiquer sa liberté, et nous devons combattre pour la liberté des autres prisonniers politiques et de conscience qui réclament des droits humains et civils dans le pays. En même temps, nous condamnons la façon d'agir du gouvernement cubain dans ce cas et nous le responsabilisons pour leur mort.

Défendre les libertés démocratiques à Cuba est la meilleure façon de présenter une alternative contre les manœuvres de l'impérialisme.

L'impérialisme utilise souvent les campagnes d'exigence de libertés démocratiques pour défendre ses intérêts politiques et économiques. Dans certaines occasions, cela le mène à mettre en question des dictatures. Ainsi, l'ex-président des Etats-Unis, Jimmy Carter, l'a fait, par exemple, avec la dictature argentine dans ses dernières années. Obama essaye de vendre aujourd'hui une image de ce type. Cela signifiait-il que nous devons défendre cette dictature, parce que Carter réclamait des libertés en Argentine ?

La gauche doit arborer, plus que jamais, les drapeaux démocratiques et de défense des droits de l'Homme à Cuba. Dans le cas contraire, ce serait les laisser entre les mains de l'impérialisme et de la droite, qui vont ainsi gagner du prestige auprès des travailleurs et des peuples du monde (et du peuple cubain lui-même) comme représentants de la « démocratie », et qui vont, comme nous avons déjà vu, l'utiliser à leur service. Si la majorité de la gauche continue à soutenir la dictature cubaine, cela facilite la politique de l'impérialisme d'identifier la gauche et le socialisme avec le manque de démocratie.

La restauration du capitalisme a déjà eu lieu à Cuba, de la main de la direction castriste et au service des impérialismes européen et canadien. Revendiquer la façon d'agir du gouvernement cubain dans le cas d'Orlando Zapata Tamayo (et plus généralement, toute l'action du régime) ne signifie pas aujourd'hui défendre (même à tort) le « dernier bastion du socialisme » mais, au contraire, défendre une dictature capitaliste. Ce serait défendre la dictature, non contre le système capitaliste et l'impérialisme, qui sont déjà de

retour dans l'île, mais contre les nécessités des travailleurs et du peuple cubains. L'issue, pour Cuba, est de construire une alternative ouvrière indépendante qui fait face à la dictature castriste et à l'impérialisme et qui combat pour une nouvelle révolution socialiste.